

Conférence du désarmement

26 juin 2009

Français

Compte rendu définitif de la mille cent quarante-quatrième séance plénière

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le vendredi 26 juin 2009, à 10 h 25

Président: M. Roberto García Moritán.....(Argentine)

Le Président (*parle en espagnol*): Je déclare ouverte la 1144^e séance plénière de la Conférence du désarmement.

Chers collègues, je me demandais si une délégation souhaitait prendre maintenant la parole à la lumière de la séance plénière d'hier. Comme vous le savez, nous sommes saisis de deux documents (CD/1866 et CD/1867), que vous connaissez tous. La distinguée délégation de la Suède a demandé la parole.

M. Hellgren (Suède) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, je vous remercie de me donner l'occasion d'intervenir en tant que coordonnateur du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États et de réaffirmer ce que j'ai déjà dit lors des consultations présidentielles d'hier, à savoir que notre Groupe est prêt – tout à fait prêt – à accepter les deux documents que vous nous avez proposés et qui nous conduiront à l'étape suivante de l'exécution de notre programme de travail. Pour notre Groupe, les documents CD/1866 et CD/1867 constituent donc une base acceptable pour commencer à appliquer maintenant notre programme de travail. Nous appuyons vos efforts visant à achever vos consultations pour que nous puissions prendre les décisions appropriées dès que possible. Nous sommes prêts à les prendre aujourd'hui, à tout moment que vous jugerez bon.

Le Président (*parle en espagnol*): Je remercie le distingué représentant de la Suède pour sa déclaration faite au nom du Groupe occidental. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole? Je donne la parole à la distinguée délégation de la Roumanie.

M^{me} Bloeană (Roumanie) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, au nom du Groupe des États d'Europe orientale, je tiens à appuyer les deux documents que vous avez présentés. Notre Groupe est prêt non seulement à appuyer ces documents, mais aussi à rester engagé dans la poursuite constructive des travaux dans cette instance et à encourager toute évolution qui pourrait aider à progresser sur cette voie.

Le Président (*parle en espagnol*): Je remercie la distinguée délégation de la Roumanie pour sa déclaration faite au nom du Groupe des États d'Europe orientale. Je donne la parole à la distinguée délégation du Mexique.

M^{me} Gómez-Oliver (Mexique) (*parle en espagnol*): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter très sincèrement pour vos efforts, votre dévouement, le temps que vous consacrez à votre tâche, votre habileté et votre professionnalisme, qui n'ont malheureusement pas encore été récompensés par un consensus qui nous permettrait de progresser et de commencer nos activités de fond.

Je vous remercie de l'occasion que vous me donnez d'exprimer notre déception. Nous ne pouvons la cacher parce que nous pensions qu'entre hier et aujourd'hui nous pouvions encore arriver à un consensus qui nous permettrait, comme cela a été justement dit, de commencer nos travaux de fond. Pendant des années, nous avons expliqué à nos capitales que l'inactivité de la Conférence était due à l'impossibilité d'adopter un programme de travail. Aujourd'hui nous avons bien un programme de travail, mais nous n'avons pas pu faire le pas nécessaire pour commencer nos travaux de fond. Cette situation nous met dans une position extrêmement difficile face à nos capitales, aux autorités dont nous relevons et à l'opinion publique dans nos pays. Pour elles, il est beaucoup plus difficile de comprendre pourquoi des raisons demeurent de rester inactifs, surtout quand, sur la scène internationale, des perspectives très positives, dont on voyait très clairement les effets dans cette instance il y a quelques semaines, se sont ouvertes pour avancer dans ce domaine.

Il est regrettable que nous continuions à différer l'engagement de nos travaux, que nous continuions à aller à l'encontre de nos populations, de notre opinion publique, de la société civile et de la communauté internationale en général auxquelles nous ne pouvons toujours pas offrir notre contribution, si modeste soit-elle, à la paix et la sécurité internationales.

Ma délégation tient cependant à faire savoir que nous restons optimistes et que nous gardons l'espoir parce que c'est ainsi que nous pourrions maintenir l'enthousiasme et l'énergie nécessaires pour surmonter les obstacles auxquels nous faisons face pour nous diriger vers un objectif qui, sur la base de ce que nous avons entendu ces dernières semaines, est un objectif commun, celui de parvenir à un monde exempt d'armes nucléaires.

Le Mexique est prêt à adopter les documents CD/1866 et CD/1867 et est disposé à continuer à vous aider, vous, Monsieur le Président et les autres Présidents de 2009, pour faire le pas décisif vers la réalisation de notre objectif commun, un monde exempt d'armes nucléaires.

Le Président (*parle en espagnol*): Je remercie la distinguée délégation du Mexique pour sa déclaration. Je donne maintenant la parole à la distinguée délégation du Royaume-Uni.

M. Duncan (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) (*parle en anglais*): Je dois avouer que je m'interroge un peu sur ce qui se passe exactement. Nous avons entendu des déclarations en faveur de votre proposition et il s'agit après tout d'une question de procédure. Ce n'est pas une question prêtant à controverse. C'est dans le cadre d'une procédure que les textes des décisions ont été distribués il y a nettement plus d'une semaine. En cette époque où nous disposons de moyens modernes de communication, cela devrait suffire pour que les délégations reçoivent des instructions.

Le Royaume-Uni et de grands politiciens avaient pensé que la Conférence du désarmement pourrait reprendre ses travaux de fond grâce à la décision prise sous la présidence algérienne et que des pressions ne seraient plus exercées pour que les travaux soient menés en dehors de cette instance, comme cela s'est produit pour les armes à sous-munitions il y a encore dix-huit mois. Même si les résultats ont été bons, ce n'est pas ainsi que nous souhaitons conduire les affaires internationales. Nous pensions que nous étions dans une nouvelle ère où les organisations internationales assumeraient leurs responsabilités et, comme je l'ai dit hier, que les États qui possèdent des armes nucléaires assumeraient leurs responsabilités et dialogueraient de manière constructive avec le reste de la communauté mondiale.

Je suis donc un peu déconcerté quant à la nature actuelle exacte du problème et j'éprouve certaines difficultés pour rendre compte aux autorités politiques dont je relève – et il en va sans aucun doute de même pour certains de mes collègues – parce que je pense qu'elles auront du mal à comprendre. J'apprécierai donc vivement que vous demandiez officiellement qui, parmi nos collègues ici présents, n'est pas encore en mesure de donner son accord sur cette question qui a un caractère fondamentalement procédural.

Je regrette de devoir faire une telle demande, mais, pour pouvoir comprendre et expliquer la situation aux autorités dont je relève, il faut que les choses soient clarifiées.

Le Président (*parle en espagnol*): Je remercie le distingué Ambassadeur du Royaume-Uni pour sa déclaration. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole maintenant? Si ce n'est pas le cas, je voudrais indiquer que, depuis la séance plénière d'hier, à laquelle toutes les délégations ont pu prendre note des divers avis exprimés dans cette salle, j'ai poursuivi mes consultations pour voir si nous pouvions progresser sur les petits détails à régler. Les consultations ont continué ce matin. Il me semble que nous

sommes dans une situation similaire à celle de la séance plénière d'hier. J'aimerais savoir si un quelconque élément nouveau nous permettrait de sortir de cette situation. Le silence dans cette salle montre que nous sommes dans la même situation qu'hier matin. Je ne crois pas que nous ayons suffisamment de temps pour adopter une décision ce matin. Cependant, si une délégation souhaite soulever une question, je lui donnerai volontiers la parole. Je donne la parole à la distinguée délégation de la France.

M. Danon (France): Il y a des jours où les ambiances sont lourdes, des jours où les silences sont des silences positifs et d'autres où les silences sont plutôt ambigus. Il y a des jours où les silences permettent d'imaginer qu'on va vers la solution et des jours où les silences nous laissent dans le doute le plus complet.

Je crois qu'il faut essayer de sortir de cette espèce de moments très pénibles où on a l'impression qu'on est proche de l'adoption d'une décision, mais que ce n'est pas encore le moment.

Au fond, nous avons bien compris que les consultations ne permettent pas a priori, à votre niveau, de considérer que le consensus pourrait être réuni. En même temps, il ne s'agit pas de pointer du doigt tel ou tel qui aurait des difficultés avec le texte, mais on pourrait au moins avancer sur la question de savoir si des pays sont contre les documents ou si tous les pays dans la salle sont prêts à les adopter sauf ceux qui n'ont pas d'instructions, ce qui n'est pas la même chose.

Au moins, nous aurions fait un petit pas en étant convaincus que, dans la salle, il n'y a que des pays qui sont prêts à accepter les deux documents et des pays qui sont sans instructions quant à l'acceptation de ces documents.

Le fait de savoir qu'aucun pays ne s'oppose à l'adoption serait déjà, il me semble, un tout petit pas par rapport à hier, mais un pas symbolique important.

Le Président (*parle en espagnol*): Je remercie le distingué Ambassadeur de France pour sa déclaration. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur du Japon.

M. Suda (Japon) (*parle en anglais*): Je serai très bref. Je voudrais juste appuyer très vigoureusement et sans réserve ce qu'ont dit les précédents orateurs, en particulier notre collègue mexicain, notre collègue du Royaume-Uni et, je crois, également notre collègue français. Ils ont formulé des suggestions très constructives. Nous ne pouvons pas continuer à venir chaque semaine aux séances plénières en nous asseyant ici sans rien dire, en restant silencieux et en ne formulant aucune suggestion. J'espère donc qu'une percée, sous une forme ou sous une autre, sera observée très prochainement dans nos travaux.

Le Président (*parle en espagnol*): Je remercie le distingué Ambassadeur du Japon pour sa déclaration. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole?

Chers collègues, nous sommes dans une situation très particulière. Nous sommes saisis de deux documents: CD/1866 et CD/1867. Nombre de délégations et de groupes régionaux ont exprimé un point de vue et plusieurs délégations ont jugé important que nous traitions la question ce matin.

Comme je l'ai dit il y a quelques minutes, il ressort de mes consultations que nous sommes dans la même situation d'impasse qu'hier. À la séance d'hier, les délégations ont exprimé leur point de vue. Je crois que nous les avons tous écoutés avec attention. Je crois que nous avons donc tous une idée claire de la situation.

Cependant, je crois que nous avons assurément la possibilité de trouver une solution dans les prochaines heures. Je crois qu'il est important de préserver l'atmosphère constructive qui règne au sein de toutes les délégations afin de progresser résolument et le plus rapidement possible. Je comprends très bien le souhait exprimé par les délégations que nous prenions immédiatement une décision; en fait, rien ne me ferait plus plaisir.

Cependant, je crois comprendre que la Conférence du désarmement n'est pas encore en mesure d'adopter une décision sur les deux documents. Je crois que nous savons tous combien il est important de préserver le climat positif dans notre instance et j'espère que le week-end nous permettra de réfléchir sérieusement à la situation dans laquelle nous sommes.

La séance plénière d'hier était claire à cet égard. Je crois qu'aucun de nous n'a de doute sur la nature de la situation, les difficultés rencontrées et la nécessité d'un délai supplémentaire dont nous devons tenir compte. À moins que certains d'entre vous ne souhaitent prendre la parole, je crois qu'il est important de rappeler que nous sommes saisis des documents CD/1866 et CD/1867. Nous devons prendre une décision sur cette question au plus vite. Quant aux délégations qui, à la séance plénière d'hier, ont fait part de certaines difficultés et ont demandé un délai supplémentaire, je crois que nous apprécierions beaucoup qu'elles arrivent à trouver une solution sur les divers aspects afin que nous puissions tous prendre une décision le plus rapidement possible. Je souhaiterais savoir à nouveau si une délégation souhaite prendre la parole. Si ce n'est pas le cas, je suis sûr que les délégations qui ont besoin de plus de temps profiteront à cet effet du week-end et je suis sûr aussi que les compétences diplomatiques de la Présidente qui me succédera, la distinguée Ambassadrice d'Australie, nous permettront de mettre pleinement en mouvement la Conférence du désarmement au cours des prochains jours. Puisque aucune délégation ne souhaite prendre la parole, je voudrais remercier pour leur appui le Secrétaire général de la Conférence du désarmement et tous ses collaborateurs, les interprètes et les services de conférence, les coordonnateurs des groupes régionaux et la Chine, qui ont eu la patience de participer à nombre de mes consultations. Je les remercie tous sincèrement de leur appui. Bien évidemment, je remercie les cinq autres Présidents de 2009 qui m'ont toujours beaucoup aidé et qui ont été pour moi des sources d'inspiration. Je remercie aussi toutes les délégations. J'ai été heureux de tenir des consultations avec chacun d'entre vous. Je crois que nous sommes à la veille de l'adoption de décisions importantes et je vous remercie tous pour l'esprit qui a marqué ces consultations. J'aimerais remercier Mariela Fogante pour la patience dont elle a fait preuve durant ce mois de juin. Mes chers collègues, je vous remercie. Nos travaux sont ainsi terminés pour aujourd'hui. La prochaine séance plénière officielle de la Conférence du désarmement est prévue sous la présidence de l'Australie, le mardi 30 juin à 10 heures dans cette même salle, mais je voudrais signaler qu'une séance plénière pourrait être convoquée avant. Je donne la parole à la distinguée Ambassadrice d'Australie.

M^{me} Millar (Australie) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, je vous remercie pour les mots encourageants que vous m'avez adressés et je tiens à vous féliciter personnellement pour les excellents efforts que vous avez faits au cours du dernier mois.

Je voudrais juste informer toutes les délégations, comme je l'ai dit à notre séance d'hier aux groupes régionaux, qu'à la prochaine séance plénière, le mardi 30 juin, j'aurai avec moi dans ma délégation mon ancien chef, l'ancien Ministre australien des affaires étrangères, qui prendra la parole devant la Conférence pour indiquer où en sont les travaux de la Commission internationale sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires, qu'il préside avec son collègue japonais. J'en avais déjà informé la plupart d'entre vous et je suis très heureuse qu'il puisse venir. Je prévois de lever la séance officielle après son intervention, après quoi nous nous retrouverons en séance informelle pour que les collègues qui le souhaitent puissent poser des questions à M. Evans ou formuler leurs propres observations.

Le Président (*parle en espagnol*): Je remercie vivement la distinguée délégation de l'Australie. Je suis enchanté de voir l'enthousiasme avec lequel elle va prochainement assumer ses fonctions. Je donne la parole à la distinguée délégation de la Chine.

M. Li Yang (Chine) (*parle en chinois*): Monsieur le Président, la délégation chinoise apprécie vivement les efforts que vous avez faits et les résultats constructifs que vous avez obtenus en faisant progresser les travaux de la Conférence. Lors des consultations bilatérales que nous avons tenues le jour où vous avez accédé à la présidence, je me rappelle que la délégation chinoise a formulé des observations sur la difficulté de votre tâche. Je ne crois pas nécessaire d'indiquer pourquoi, chacun le sait, mais vous faites un remarquable travail, et nous vous en remercions chaleureusement.

J'aimerais faire une comparaison: si l'on peut dire que le précédent Président, l'Ambassadeur d'Algérie, a établi les plans pour les travaux de la Conférence, on peut aussi dire que ce que vous faites actuellement consiste à poser concrètement les fondations de ces travaux. La délégation chinoise estime que la pose des fondations est certainement aussi importante que l'établissement des plans, voire plus importante, parce que les plans ne sont tracés que sur le papier alors que la pose des fondations constitue le début des travaux concrets. Si les fondations ne sont pas solidement établies, la future structure pourrait très bien s'effondrer et il ne faut donc pas les poser dans la précipitation. À cet égard, nous avons constaté, Monsieur le Président, que vous avez suffisamment fait preuve de patience et nous pouvons en témoigner.

Selon un dicton chinois, «le melon tombe quand il est mûr»; nous disons aussi «cueilli avant maturité, le melon ne sera pas doux». Le «melon» de nos dispositions procédurales n'est pas tout à fait mûr, du moins je ne crois pas qu'il le soit, mais, si nous voulons donner à chacun une chance de manger un savoureux melon, il ne sera pas nécessaire d'attendre trop longtemps. Je peux vous assurer tous que nous pourrions bientôt manger un melon vraiment très doux. Nous devons attendre, mais pas un temps excessif.

Pourquoi ce melon n'est-il pas encore mûr? Permettez-moi d'énumérer quelques points: premièrement, nous ne savons pas encore ce que feront les présidents des groupes de travail et les coordonnateurs spéciaux quand ils présideront nos travaux de fond; pour l'heure, nous ne connaissons que leurs noms. Cela ne suffit pas; nous devons au moins débattre de leurs fonctions officielles ou de la façon dont s'effectuera le roulement à ces postes. On ne sait pas très bien non plus s'ils présideront nos travaux cette année seulement ou l'année prochaine aussi, voire même plus longtemps. Si nous nous lançons maintenant et construisons notre immeuble sur ces fondations alors que toutes ces questions n'ont pas encore été éclaircies, je ne sais pas ce qui se passera l'année prochaine. C'est pourquoi, Monsieur le Président, j'ai dit que vous aviez été extrêmement sage en faisant preuve d'une telle patience. Deuxièmement, ma délégation et ma capitale jugent vraiment assez étranges les deux projets de décision que vous avez fait distribuer, parce que nous avons cru comprendre que ces deux projets étaient conçus pour définir des arrangements aux fins de l'application du document CD/1840, et qu'ils devraient donc être regroupés dans un texte de décision unique, formel et très complet, en bref une décision intégrée. Pour approuver les deux projets de décision dont nous sommes actuellement saisis, nous devons étudier précisément les liens existant entre eux. J'apprécie le fait, Monsieur le Président, que vos collègues nous ont donné hier quelques explications sur les liens entre les deux projets, mais elles restent insuffisantes quant à ce que nous devrions faire pour les appliquer. Par exemple, le document CD/1867 est intitulé «Application de la décision CD/1864»; puisqu'il est conçu pour appliquer le document CD/1864 et que ce dernier énonce le programme de travail pour la session de 2009, les décisions figurant dans le document CD/1867 ne s'appliquent qu'à l'année 2009, mais ce document ne précise pas que les mandats des personnes mentionnées ne portent que sur l'année 2009.

Si je dis cela, c'est parce que nous savons que certaines délégations espèrent réellement que ces nominations vaudront aussi pour l'année suivante. Pour parler franchement, si c'est bien là ce que pensent certaines délégations à propos de notre travail ici à la Conférence, je pense que nous risquons d'enfouir une bombe à retardement dans les

fondations que nous posons. Dès que nous commencerons nos travaux de fond l'année prochaine, cette bombe à retardement explosera. C'est pourquoi nous souhaitons que ces deux documents définissent clairement les fonctions officielles des présidents et des coordonnateurs spéciaux et le principe de roulement sur lequel leurs travaux seront fondés. C'est aussi la raison pour laquelle nous avons maintes fois souligné la nécessité de suivre le Règlement intérieur de la Conférence.

Voilà, Monsieur le Président, c'est tout ce que j'avais à dire. Ma délégation veut continuer à appuyer vos travaux et ceux de vos successeurs. Comme vous venez de le faire remarquer, il faudra à certaines délégations plus de temps pour étudier ces deux projets de décision; il ne leur faudra pas quelques années ou quelques mois, peut-être juste quelques jours, dix à vingt jours. Je pense que cette demande est tout à fait raisonnable sur le plan de la procédure. Si je me souviens bien, Monsieur le Président, vous avez fait distribuer ces deux documents hier à 11 h 20 et il est maintenant 11 heures. En d'autres termes, il ne s'est même pas écoulé vingt-quatre heures entre le moment où vous nous avez remis ces documents et l'appel lancé par certaines délégations à une mise aux voix. Nous voterions alors sur un nouveau document moins de vingt-quatre heures après sa présentation, alors que nous ne l'avons pas du tout examiné en détail. Nous sommes tous des diplomates et nous pratiquons la diplomatie multilatérale. Que signifie donc tout cela? Je pense personnellement que si certaines délégations demandent un tout petit peu plus de temps pour étudier les documents et attendre les instructions de leur capitale, cela est tout à fait normal et raisonnable et ne signifie pas qu'elles tentent de s'opposer à l'adoption des projets ou d'y faire obstacle. À cet égard, j'apprécie ce que vient de dire l'Ambassadeur de France en faisant observer qu'attendre des instructions n'équivalait pas à s'opposer au processus ou à le bloquer.

Je me félicite de ce que tous les États membres de la Conférence aient exprimé leur volonté politique en 2009 et arrêté un programme de travail pour la Conférence. Avec une telle volonté politique, nous ne devrions avoir aucune difficulté pour finaliser les arrangements concernant notre travail et je demande donc à chacun d'attendre patiemment que ce doux melon mûrisse et nous tombe dans les mains.

Le Président (*parle en espagnol*): Je remercie la distinguée délégation de la Chine pour sa déclaration. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole ce matin? Si tel n'est pas le cas, je crois que nous devons attendre que le melon mûrisse et que, dans l'intervalle, il est important de maintenir un climat, un esprit qui nous a rendus particulièrement heureux le 29 mai, quand nous avons adopté le document CD/1864. Nous ne devons perdre ni cet esprit ni cette joie et encore moins l'optimisme. Je donne la parole à la distinguée délégation du Pakistan.

M. Khokher (Pakistan) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, je serai très bref. Je prends la parole juste pour vous remercier une fois de plus, vous et toute votre équipe pour vos efforts et la façon dont vous avez conduit nos travaux.

Nous nous associons pleinement aux observations faites par notre collègue chinois et nous partageons aussi votre évaluation selon laquelle la Conférence n'est pas encore prête à prendre une décision. Mais je peux vous assurer que, quand ce melon sera enfin mûr, il aura le goût que vous lui aurez donné grâce aux talents dont vous faites preuve à la direction de nos travaux.

Le Président (*parle en espagnol*): Je remercie la distinguée délégation du Pakistan pour sa déclaration. Comme aucune autre délégation n'a demandé la parole, je vais maintenant lever la séance. Je vous rappelle que la prochaine séance plénière est prévue le 30 juin, mais qu'une séance pourrait être convoquée avant.

La séance est levée à 12 heures.